

Le protectionnisme est-il le bon choix ?

Jean-Marie Harribey

À propos de *Inévitable protectionnisme*,
de Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Adrien de Tricornot, Gallimard, 2012

***L'Humanité*, 14 février 2012**

Trois décennies de financiarisation, de mondialisation, de dérégulations ont plongé le monde dans une crise monumentale, aggravant le chômage et les inégalités déjà fortement installés. Le monde entier est touché et beaucoup de pays riches, dont la France, doivent faire face à un phénomène de désindustrialisation au moment où plusieurs grands pays émergents deviennent des exportateurs nets de produits industriels. Il n'est donc pas étonnant que des voies s'élèvent en faveur d'un retour à un « made in France ». Comment y parvenir ?

Trois journalistes, Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger et Adrien de Tricornot proposent d'instaurer un protectionnisme pour taxer les produits dont la fabrication ne respecterait pas des normes sociales ou environnementales, et favoriser ainsi le renouveau d'un tissu industriel peu à peu détruit. On doit saluer cet essai rompant avec la doxa libérale qui fut et qui est encore celle des trois journaux pour lesquels travaillent les auteurs : *L'Expansion*, *L'Express* et *Le Monde*. Et il alimentera le débat concernant les voies pour sortir de la crise en cette période tourmentée et en pleine campagne électorale.

Pourquoi cet appel à « changer de modèle » (p. 131) laisse-t-il cependant songeur ? À propos du diagnostic d'abord. La crise actuelle est-elle une crise venant du libre-échange des marchandises ou bien de l'impasse d'un modèle d'accumulation ? Est-il pertinent qu'en 250 pages d'analyse de la situation mondiale, le mot « capitalisme » ne soit pas prononcé une seule fois ? La dégradation de la part salariale dans la valeur ajoutée s'est produite en France entre 1983 et 1989, soit avant l'émergence de la Chine. Les délocalisations vers ce pays sont imputées à son agressivité commerciale, assez peu à la stratégie de profit des firmes multinationales qui prime sur toute autre considération. La sous-évaluation du yuan est une « manipulation monétaire » qui fait de lui une « monnaie de combat » (p. 142). Pourquoi le yuan n'est-il pas vu aussi comme un instrument maîtrisé dans un océan de dérégulation du marché des changes voulu par les pays capitalistes dominants ? De plus, s'il y a une part des délocalisations qui est due aux décisions d'investir ailleurs par les multinationales, la perte d'emplois industriels est avant tout le résultat de la rationalisation du travail à outrance à l'intérieur même des vieux pays industriels. Et que dire de la stigmatisation de « l'ogre énergétique chinois » (p. 177) quand on sait que la moitié de la production chinoise est destinée aux consommateurs occidentaux ?

Concernant « la » solution, les auteurs se prononcent pour un « protectionnisme altruiste » (p. 189) sous forme de droits de douanes aux frontières de l'Europe et aussi autour d'entités régionales comme l'Afrique. L'intention est bonne pour amorcer une réindustrialisation d'un côté et faire émerger une industrie de l'autre. Mais ces nouveaux droits de douane ne résolvent pas deux problèmes. Le premier porte sur ce qu'on appelle la « chaîne de valeur » : réindustrialiser par un frein aux importations et la reconquête de marchés extérieurs est-il crédible si les biens exportés incorporent des éléments importés ? Le second est que ces taxes ne porteraient pas sur les produits venant des Vingt-Sept pays de l'Union européenne, dont plusieurs ont des coûts de production, notamment salariaux, très bas, comparés aux autres partenaires.

On reste pour le moins dubitatif devant la profession de foi des auteurs en faveur d'une « union sacrée entre patrons, salariés et pouvoirs publics à l'échelle du continent » car « la crise actuelle appelle à double rapprochement : l'un physique entre le producteur et le consommateur, l'autre moral entre le patron et le salarié » (p. 221). Enfin, au moment où la violence du capital s'exerce sur toute la société et surtout sur les classes les plus pauvres, seules les classes moyennes semblent retenir l'attention et la sollicitude des auteurs.